

*Article 31 du règlement***REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

M. François Gérin (Mégantic—Compton—Stanstead): Monsieur le Président, il y a huit jours, dans l'État de New Hampshire aux États-Unis, un Canadien, M. Richard Bilodeau, a été impliqué dans un accident d'automobile qui a malheureusement fait trois morts, dont deux policiers de l'État de New Hampshire.

Depuis ce temps, le ministère américain de la Justice a prétendu, par écrit de plus, que le traité d'extradition entre le Canada et les États-Unis ne concernait pas un individu qui était accusé, à la suite d'un accident d'automobile, de négligence criminelle ou d'homicide involontaire.

De toute évidence, monsieur le Président, la pression qui est exercée sur les officiers du New Hampshire, et peut-être aussi le système judiciaire, porte à croire que l'on traite un Canadien d'une façon très différente que l'on traiterait un Américain, et certainement d'une façon très différente que nous ici au Canada traitons les Américains lorsqu'ils sont impliqués dans des accidents d'automobile.

Je demande au ministre de la Justice canadien (M. Lewis) et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) de faire diligence pour que les droits de notre Canadien Richard Bilodeau, actuellement détenu dans les prisons américaines, soient traités avec toute justice et tout le respect auquel il a droit.

* * *

[Traduction]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, j'ai reçu du ministre de l'Expansion industrielle régionale une lettre annonçant une nouvelle mesure grave pour l'est de l'Ontario: le ministère va fermer son bureau de district de développement économique à Ottawa, ce qui sera très malcommode et nous privera de services régionaux.

Indépendamment des motifs donnés par le ministre, nous savons que le ministère ferme ce bureau à cause de la réduction des ressources financières mises à sa disposi-

tion. Le changement de mandat qui en résulte est ridicule et ne tient pas compte des besoins des localités de cette région de la province d'Ontario.

Au cours de la dernière année seulement, deux grandes usines ont fermé à Renfrew. On envisage de supprimer des services voyageurs très achalandés de VIA Rail reliant Ottawa, Arnprior, Renfrew, Pembroke, Petawawa, Chalk River et d'autres localités de la vallée. L'industrie forestière est menacée, et je pourrais poursuivre longtemps encore.

Cette région de l'est de l'Ontario ne devrait pas souffrir parce que le gouvernement base ses décisions sur les dollars et les cents en faisant abstraction du gros bon sens.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, nous avons été ces derniers mois témoins d'événements remarquables partout dans les pays du Bloc de l'Est. L'un des plus étonnants fut l'arrivée en Allemagne de l'Ouest de trains de la liberté bondés de réfugiés est-allemands débordant de joie.

Depuis la capitale de la Saskatchewan qui a été bâtie par des immigrants, dont bon nombre venus d'Allemagne et d'Europe de l'Est, nous nous rendons compte à Regina que la seule solution durable aux problèmes d'Europe de l'Est réside dans de véritables réformes politiques.

Entre temps, nous voudrions faire ce que nous pouvons pour aider ceux qui ont choisi de commencer une vie nouvelle dans un monde libre. C'est pourquoi je profite de l'occasion pour inviter ces Allemands de l'Est à venir s'établir à Regina et au Canada.

* * *

TIMOR-ORIENTAL

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, le 7 décembre est l'anniversaire du bombardement de Pearl Harbour, dont le président Roosevelt a prédit qu'il resterait un jour d'infamie. Il avait raison. C'est un jour d'infamie, à cause de Pearl Harbour, bien sûr, mais aussi à cause de l'invasion de Timor-Oriental par l'Indonésie, le 7 décembre 1975.

Le gouvernement canadien refuse malheureusement de reconnaître ce que signifie l'occupation de ce territoire. Elle signifie la mort de presque un tiers de sa population, la violation continuelle, systématique et croissante